

# SOMMAIRE

---

## **LISTE DES PUBLICATIONS** **2**

- OUVRAGES 2
- ACTES PUBLIÉS DE CONFÉRENCES INTERNATIONALES, CONGRÈS ET COLLOQUES 4
- ARTICLES EN FRANÇAIS : 4
- ARTICLES EN ANGLAIS : 9
- ARTICLES EN ITALIEN PARUS DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS : 10
- ARTICLES EN ESPAGNOL DANS DES REVUES 10
- TRADUCTIONS : 11
- DICTIONNAIRES, FASCICULES ET CODES : 11
- TRIBUNES : 11
- NOTES DE JURISPRUDENCE PARUES DANS DES REVUES : 14

## **COMMUNICATIONS À L'OCCASION DE COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE** **16**

## **DIRECTION DE THÈSES** **21**

- THÈSES SOUTENUES : 21
- THÈSES EN COURS DE DIRECTION : 21

# LISTE DES PUBLICATIONS

---

## ● Ouvrages

### *Ouvrages individuels*

1. *En préparation : Service public et communs.*
2. *La fonction contentieuse des autorités de régulation en France et au Royaume-Uni*, soutenue le 6 décembre 2011, sous la direction du Professeur Gérard Marcou et du Professeur John McEldowney, Dalloz, Coll. Nouvelle Bibliothèque des thèses, Volume 127, 2013 ; chron. N. Foulquier, R.F.D.A., « Chronique des thèses », 2013, p. 201.

### *Codirection d'ouvrages collectifs*

3. *En préparation : Les grandes décisions politiques du Conseil constitutionnel* (à paraître aux Presses d'Assas) ; *Les grandes décisions politiques de la jurisprudence administrative*, 2e éd. (avec Jacques Chevallier, Jacques Caillosse et Danièle Lochak, à paraître aux Presses d'Assas) ; *La comédie des communs* avec Thomas Boccon-Gibod, à paraître chez Hermann en 2022.
4. Avec Martina Conticelli, *Procedural requirements in administrative limits to property rights*, Oxford University Press, 2022.
5. Avec Daniel Borrillo, *Penser la GPA*, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2021.
6. Avec Jacques Chevallier, Jacques Caillosse, Danièle Lochak, *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Lextenso, 2019.
7. Avec Antoine Claves, Élise Langelier, Karine Abderamane et Yseult Marique, *Droit public comparé (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne)*, Bruylant, 2019
8. Avec Mariolina Eliantonio, Chris Backes, Rob Widdershoven, Hermann Pünder, Émilie Chevallier, Mike Varney, *Ius Commune Casebook on Judicial Review of Administrative Action (France, United Kingdom, Dutchland, Germany)*, Hart Publishing, Coll. Ius Commune Casebooks for the Common Law of Europe, 2019.

9. Avec Matthias Ruffert et Grégory Kalflèche, *L'avenir de l'Union économique et monétaire*, Lextenso, coll. Droit & Économie, 2018.
10. Avec Sarah Dormont, *Droit et Marché*, LGDJ, Coll. Droit & Économie, 2015.
11. Avec Jean-Bernard Auby, *La codification de la procédure administrative en droit comparé*, issu d'une recherche financée par la Mission de recherche Droit & Justice, Bruylant, coll. Droit administratif/Administrative Law, 2015.
12. Avec Jean-Bernard Auby, Emmanuel Breen, *Corruption and Conflicts of Interests*, Edward Elgar Publishing, 2014.
13. Avec Jean-Bernard Auby, *Regulatory Impact Assessment*, Global Law Press, 2013.

### **Rapports**

14. Avec Laurent Pech et Sébastien Platon (*et alii*), *La capacité de résistance de l'Etat de droit en France*, remis à la députée du Parlement européen Gwendoline Delbos-Corfield, (Vice-Présidente du groupe des Verts / Alliance libre européenne au Parlement européen).
15. Avec Marie Cornu, Judith Rochfeld, Gilles Martin (*et alii*), *L'échelle de communalité*, Rapport remis à la Mission de recherche Droit et Justice remis en 2021. Sections : "Les biens publics" avec Rocio del Pilar Trujillo Sosa et Clément Topuz ; "Les intérêts à reconnaître" avec Chiara Angiolini, Marie-Pierre Camproux Duffrene, Rocio Del Pilar Trujillo Sosa, Daniela Festa ; "Le droit d'accès à la justice et les actions en défense des intérêts communs", avec Chiara Angiolini, Marie-Pierre Camproux Duffrene, Rocio Del Pilar Trujillo Sosa, Daniela Festa ; "Leçon de droit comparé n°2 : Les limitations aux privatisations des espaces publics dans les pays anglo-américains et en Allemagne", avec Rocio del Pilar Trujillo Sosa et Clément Topuz.
16. Avec B. Deffains, O. d'Ormesson, *Politique de concurrence et politique industrielle : pour une réforme du droit européen*, Rapport pour la Fondation Robert Schuman, décembre 2019 ; Fondation Robert Schuman, Rapport sur l'état de l'Union, 2020.
17. Avec Maryse Deguerge, Gérard Marcou, Catherine Teitgen-Colly, *Les sanctions administratives dans les secteurs techniques*, Rapport remis à la Mission de recherche Droit et Justice remis en 2016.

18. Avec Jean-Bernard Auby, *La codification de la procédure administrative en droit comparé*, Rapport remis à la Mission de recherche Droit et Justice remis en 2015.

● **Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques**

1. *En préparation* : Les communs transnationaux, actes d'une journée d'études dans le cadre du séminaire Law & Economics of Nature (proposé à la Revue internationale de droit économique) ; Droit comparé de la propriété publique pour la Revue de droit public comparé.
2. Avec Elina Lemaire, *Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence*, Institut Universitaire Varenne, 2022.
3. Avec Bertrand-Léo Combrade et Marie Cirotteau, « Les juges gardiens de l'expertise dans l'Administration », *Revue française d'administration publique*, septembre 2020.
4. Avec Malik Bozzo-Rey, Anne Brunon-Ernst et Arnaud van Waeyenberge, « Concurrence des normativités », numéro spécial de la *Revue internationale de droit économique*, 2019/1.
5. Avec Maryse Deguegue et Catherine Teitgen-Colly, « L'avenir de la répression extra-pénale », *Revue de science criminelle*, 2019, n° 1.
6. Avec Aurélie Duffy-Meunier, « La liberté de manifestation et les transformations de l'espace public contemporain », *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017 et *La revue des droits de l'homme*, n° 11, 2017.
7. Avec Daniel Borrillo, « Penser la GPA », *Revue des juristes de SciencesPo*, décembre 2019.
8. « Le mariage des personnes de même sexe en droit constitutionnel comparé », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, XXX-2014, Economica-PUAM, sept. 2015 (Introduction et étude sur les États-Unis).

● **Articles en français :**

*Articles parus dans des revues*

1. “La constitutionnalisation de droits fondamentaux explicitement horizontaux”, *Revue des droits de l'Homme*, n° 21, 2022.
2. “L'open data des décisions de justice”, *Recueil Dalloz* 2021. 344.
3. Avec Benjamin Pouchoux, “L'idée d'un référé général de la procédure administrative préalable”, *RFDA* 2021 p.682.

4. “Une nouvelle illustration de la légalité néolibérale : le pouvoir de dérogation des préfets”, *Recueil Dalloz*, 2020, pp. 2356.
5. “Privatisation, contrats administratifs et droits fondamentaux - L'exemple du marché public du stationnement payant à Paris”, *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2020 chron. n°82.
6. « Peut-on sortir par le haut de l'arrêt Fédération des finances et des affaires économiques de la CFDT ? Pour un référé pré-décisionnel », *Recueil Dalloz*, 2019. 2241.
7. “Droit comparé et droit administratif européen”, *Revue Internationale de Droit Comparé*, juillet-septembre 2019 (n°3) - pp. 659-678.
8. « Pour un tribunal de la régulation ? », *Cahiers de l'Institut de droit des affaires de l'Université d'Aix-Marseille*, 2019.
9. « Une cassation participative est-elle possible ? », *Recueil Dalloz*, 2019. 2423.
10. Avec Agnès Tricoire, « Le corps des Femem peut-il être politique ? De l'interdiction des Femem par la Cour de cassation », *Légipresse*, n° 366, 2019, pp. 144-154.
11. « La construction de l'interdiction juridictionnelle de la GPA dans les années quatre-vingt », in *La revue des juristes de SciencesPo*, décembre 2019.
12. « La neutralité procédurale du Conseil constitutionnel », *La Revue des droits de l'homme*, 15-2019.
13. « Introduction » du dossier spécial de la *Revue de science criminelle* (2019, n° 1) sur L'avenir de la répression extra-pénale.
14. “Les études d'impact dans l'action publique en France : perspective critique et propositions”, in *L'analyse d'impact de la réglementation au défi de sa mise en œuvre*, Patrick Gibert et Danièle Lamarque (dir.), *Politiques et Management Public*, Vol.35 n°3-4 (2018), pp.215-242.
15. Avec Aurélie Duffy-Meunier, « Introduction », in « La liberté de manifestation dans l'espace public en droit comparé », in *La liberté de manifestation et les transformations de l'espace public contemporain*, Thomas Perroud et Aurélie Duffy-Meunier (dir.), *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017.
16. « Le droit comparé dans les thèses de droit administratif », *Revue française de Droit Administratif*, 2016, n° 6, pp. 1084-1089.

17. « La Cour d'appel de Paris est-elle vraiment un juge administratif ? », *Droit administratif*, 2017, n° 5, pp. 23-31.
18. « Les raisons de l'attribution d'une fonction de règlement des différends aux autorités de régulation : une comparaison France-Royaume-Uni », *Droit et société*, 2016, n° 93, pp. 317-336.
19. « Pour la publication des portes étroites devant le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État », *Recueil Dalloz*, 2015, n° 43, pp. 2511-2512.
20. Avec Anthony Dawes, David Bosco, Nicolas Von Lingen, Francisco Enrique González-Díaz, Jean-Philippe Christienne, Thierry De Bovis, Ben Holles De Peyer, La pleine juridiction du juge de l'Union sur les décisions de la Commission, octobre 2014, *Revue Concurrences*, n° 4-2014, art. n° 69376, pp. 19-43.
21. Avec Susan Rose-Ackerman, « Les études d'impact et l'analyse "coût-avantages" : modèles américains et traditions juridiques françaises », *Revue française d'administration publique*, 2014/1 (N° 149), pp. 105-122.
22. « Présentation de la thèse », *Revue européenne de droit public*, vol. 25, 3/2013.
23. « Droits des administrés internautes et téléservices publics », *Revue française d'administration publique*, n° 146, 2013, pp. 419-431.
24. « L'indépendance des autorités de régulation au Royaume-Uni », *Revue française d'administration publique*, 3/2012 (n° 143), pp. 735-746.
25. « Empirisme et conceptualisme dans la pensée d'André de Laubadère », *Revue française de droit administratif*, n° 6, nov.-déc. 2010, pp. 1215-1227.
26. « Le contrôle de constitutionnalité à l'épreuve des engagements internationaux », Actes du VIIe Congrès français de droit constitutionnel (Atelier 1 Constitution et Europe), *Civitas Europa*, n° 21, décembre 2008, pp. 103-144.

#### ***Articles parus dans des ouvrages collectifs***

27. "De la cancel culture à la recherche d'un fondement à l'égalité d'accès aux espaces publics", in S. Saunier (dir.), *Censure et Arts*, Institut Universitaire Varenne, Coll. « Colloques et Essais » à paraître en 2022.

28. “Introduction” et “Le statut des portes étroites : retour sur la décision “Loi relative à la sécurisation de l’emploi” et remarques sur l’égalité des armes pour les intérêts diffus”, in E. Lemaire, T. Perroud (dir.), *Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence*, Institut Universitaire Varenne, 2022.
29. “Quelles sources de financement pour la régulation privée?”, in *Le droit économique, levier de la transition écologique ?*, Juliette Camy, Marie-Alice Chardeaux, Aude-Solveig Epstein (dir.), Larcier, Coll. Droit - Economie - International.
30. Avec Benjamin Pouchoux, « Une réflexion sur une nouvelle procédure juridictionnelle pour empêcher la capture du juge », in *La déontologie des juges en France. État des lieux et propositions d’avenir*, Élina Lemaire, Johanne Saison, Élise Untermaier-Kerléo (dir.), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Coll. "Colloques et essais", 2022.
31. « Quel régime de publicité pour le contentieux administratif ? », in *La communication des décisions du juge administratif*, dir. Pierre Bourdon, LexisNexis, 2020.
32. “L’encadrement des conflits d’intérêts dans l’administration : de l’urgence à sortir d’une vision uniquement punitive”, *Les outils au service de la déontologie. Regards croisés dans la fonction publique et dans l’entreprise*, Alexis Zarca (dir.), Dalloz, Coll. Thèmes & commentaires, 2020.
33. Avec Bruno Deffains, “La régulation”, in *Le droit économique au XXIe siècle - Notions et enjeux*, J.-B. Racine (dir.), L.G.D.J., Coll. Droit et Économie, 2020.
34. « La procédure administrative non contentieuse en France », in *La codification de la procédure administrative non contentieuse de l’Union européenne*, dir. Marc Blanquet, G. Kalfèche, Presses de l’Université Toulouse 1 Capitole, Coll. Cahiers Jean Monnet, 2020.
35. « Essai sur les caractères néolibéraux du droit administratif contemporain », in *Culture Société Territoires : Mélanges en l’honneur du professeur Serge Regourd*, Lextenso, Coll. Institut universitaire Varenne, 2019.
36. Commentaire de la décision « Conseil de la concurrence », in *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Jacques Chevallier, Jacques Caillosse, Danièle Lochak et Thomas Perroud (dir.), Lextenso, 2019.
37. « Recherche sur un fondement de la domanialité publique dans les pays de common law : la notion de *public trust* », in *Mélanges à la mémoire de Gérard Marcou*, IRJS éditions, 2018.

38. « Le contrôle juridictionnel du droit souple au Royaume-Uni », in *Le contrôle juridictionnel du droit souple*, Thomas Hochmann, Denis Jouve et Pauline Pailler (dir.), Epure, 2017.
39. « Humour et droit aux États-Unis », in S. Saunier, S. Regourd (dir.), *Rire, Droit et Société*, Lextenso, Coll. Institut universitaire Varenne, 2017.
40. « La responsabilité administrative aux États-Unis », in A. Antoine, T. Olson (dir.), *La responsabilité de la puissance publique en droit comparé*, vol. 25, Société de législation comparée, Coll. Droit comparé et européen, 2017.
41. « Gouvernance économique européenne vs gouvernance économique américaine - brèves réflexions sur les carences de la gouvernance économique européenne », in J.-B. Auby, P. Idoux (dir.), *Le gouvernement économique européen*, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 339-364.
42. « Les rapports entre l'administration et l'appareil judiciaire (parquet et politique pénale) », in *Les sanctions administratives dans les secteurs techniques*, Maryse Deguegue, Gérard Marcou, Catherine Teitgen-Colly, Mission de recherche Droit & Justice, 2016.
43. « Les sanctions administratives dans les secteurs techniques au Royaume-Uni », in *Les sanctions administratives dans les secteurs techniques*, Maryse Deguegue, Gérard Marcou, Catherine Teitgen-Colly, Mission de recherche Droit & Justice, 2016.
44. « Les relations entre autorités de concurrence et de régulation aux États-Unis », in *L'interrégulation*, G. Eckert, J.-P. Kovar (dir.), L'Harmattan, coll. Logiques Juridiques, 2015, pp. 37-80.
45. « L'acte de portée générale aux États-Unis », in *L'acte administratif de portée générale et son contrôle juridictionnel, Étude comparative*, Benoît Delaunay (dir.), Société de Législation comparée, coll. Droit comparé et européen, 2015, vol. 22, pp. 76-82.
46. « L'évaluation en droit comparé : les études d'impact aux États-Unis », in *L'évaluation en droit public*, Delphine Dero-Bugny et Aurore Laget-Annamayer (dir.), LGDJ-Lextenso, 2015.
47. « Régulation et Judicial Review », in A. Antoine (dir.), *Droit public britannique : état des lieux & perspectives*, Société de Législation Comparée, 2015.
48. Avec Terry Olson, « Les procédures d'urgence devant le juge de l'Administration aux États-Unis », in D. Le Prado (dir.), *Les procédures d'urgence devant les juges de l'administration*



(*étude comparative*), Société de Législation Comparée, coll. Droit comparé et européen, 2015, vol. 21, pp. 69-76.

49. Avec Terry Olson, « Les procédures d'urgence devant le juge de l'Administration au Québec », in D. Le Prado (dir.), *Les procédures d'urgence devant les juges de l'administration (étude comparative)*, Société de Législation Comparée, coll. Droit comparé et européen, 2015, vol. 21, pp. 95-98.
50. Avec Duncan Fairgrieve, « Les procédures d'urgence devant le juge de l'Administration au Royaume-Uni », in D. Le Prado (dir.), *Les procédures d'urgence devant les juges de l'administration (étude comparative)*, Société de Législation Comparée, coll. Droit comparé et européen, 2015, vol. 21, pp. 99-108.
51. « Production des énergies renouvelables et droit du marché : Le cas des États-Unis », in Claudie Boiteau (dir.), *Énergies renouvelables et marché intérieur*, Bruylant, 2014, pp. 39-70.
52. « Standardisation internationale privée et Global Administrative Law », in Régis Bismuth (dir.), *La standardisation internationale privée*, Larcier, Coll. Droit international, 2014, pp. 199-218.
53. « Les fondements de la domanialité publique aux États-Unis : la notion de public trust » in *Le patrimoine : évolutions et acceptions possibles, Journées juridiques franco-roumaines*, M. Dutu (dir.), Editura Academiei Române, 2014.

● **Articles en anglais :**

***Articles publiés dans des revues :***

54. Avec Bruno Deffains, “Current Issues on Regulation. A View From France”, *European Public Law*, vol. 28, 2022.
55. Avec Michael Asimow, Gabriel Bocksang Hoha, Marie Cirotteu, Yoav Dotan, “Between the Agency and the Court: Ex Ante Review of Regulations”, *The American Journal of Comparative Law*, Volume 68, Issue 2, June 2020, Pages 332–375
56. Avec Susan Rose-Ackerman, « Impact Assessment in France: US Models and French Legal Traditions, *European Public Law*, Vol. 20, Issue 4, December 2014.

57. « Administrative Law and Competition: How Administrative Law Protects the Market? Leviathan as an Ordinary Market Player in Europe? », *NYU Jean Monnet Working Paper*, 09/13, 2013.
58. Avec Susan Rose-Ackerman, « Policymaking and Public Law in France: Public Participation, Agency Independence, and Impact Assessment: A Comparison with the United States », *Columbia Journal of European Law*, 19(2): 225-312 (2013).
59. « Local Governments and the Provision of Public Service in France and the United Kingdom », *Új Magyar Közigazgatás*, 2013, pp. 33-41.
60. « The Impact of Article 6(1) ECHR on Competition Law Enforcement: a Comparison Between France and the United Kingdom », *Global Antitrust Review*, n°1, 2008, pp. 48 suiv.

***Articles parus dans des ouvrages collectifs :***

61. Avec Estelle Chambas, « France », *Lex-Atlas: Covid-19*, Oxford University Press, 2021.
62. Avec M. Kalogeropoulos, “Accountability of Politicians in France”, *Politikerhaftung/The Liabilities of Politicians*, H. Koziol (ed.), 2020.
63. “The screening on foreign direct investment in France”, in *Foreign Direct Investment Screening - Il controllo sugli investimenti esteri diretti*, G. Napolitano (dir.), Il Mulino, 2019.
64. « The courts and public space: France, the UK and the US in historical perspective », in Susan Rose-Ackerman, Peter Lindseth (dir.), *Comparative Administrative Law*, Edward Elgar, 2017.

● **Articles en italien parus dans des ouvrages collectifs :**

65. « Lo Spazio pubblico in Francia, Regno Unito e Stati Uniti », in *Giornata di studi in onore di Jean-Bernard Auby*, Giappichelli, 2018.
66. « Enti locali ed erogazione dei servizi pubblici in Francia e Regno Unito », Emilio Castorina (dir.), *Servizi Pubblici, Diritti Fondamentali, Costituzionalismo Europeo*, Editoriale Scientifica, 2017, pp. 87-108.

● **Articles en espagnol dans des revues**

67. “Ensayo sobre las características neoliberales del derecho administrativo francés contemporáneo”, *Revista de derecho publico*, vol. 4 (2021).

- **Traductions :**

***Traductions de l'italien :***

68. Alberto Lucarelli, « Les biens communs : contribution à une théorie juridique », traduction de l'italien, *Droit & Société*, 2018/1 (N° 98), pp. 141-157 (avec Jérémy Mercier et Eleonora Bottini).

***Traductions de l'anglais :***

Carol M. Rose, “Réflexions sur les biens communs”, texte traduit de l’anglais avec Emma Guernaoui et Jean-Baptiste Roche, *Droit et société* 2020/3 (N° 106), pp. 751-769. Présentation de l’article avec Judith Rochfeld. Il s’agit de la leçon inaugurale prononcée le 3 mai 2019 à SciencesPo dans le cadre de la recherche « Echelle de communalité » dirigée par Judith Rochfeld, Marie Cornu et Gilles Martin.

Carol M. Rose, “La comédie des communs”, sera traduit dans un ouvrage collectif que je dirige avec un philosophe, Thomas Boccon-Gibod, maître de conférences à l’Université de Grenoble, et qui paraîtra chez Hermann en 2022.

- **Dictionnaires, fascicules et codes :**

1. Entrée “Etude d’impact”, *Encyclopédie du Management Public*, sous la direction de Danièle Lamarque, Gérald Orange et Manel Benzerafa, IGPDE, à paraître en 2021.
2. Entrées « Accès », « Public Trust » et « Public Forum », *Dictionnaire des communs*, dirigé par Judith Rochfeld, Marie Cornu, Fabienne Orsi, PUF, Collection Quadrige dicos poche, 2017. Nouvelle édition à paraître en 2021.
3. Entrée « La régulation au Royaume-Uni », in *Dictionnaire des régulations*, Michel Bazex, Gabriel Eckert, Régis Lanneau, Christophe Le Berre, Bertrand du Marais, Arnaud Sée (dir.), LexisNexis, 2015.

- **Tribunes :**

1. Avec Bruno Deffains, “La renationalisation des autoroutes : une solution souhaitable et praticable ?”, Lexbase, La lettre juridique n°878 du 23 septembre 2021 : Droit public éco.

2. “Comment capture t-on un régulateur? Retour sur l’affaire du Médiateur”, Chemins Publics, 17 mai 2021.
3. “Un fonds pour la démocratie : exemples de solutions (II)”, Chemins Publics, 6 mai 2021.
4. “Un fonds pour la démocratie : perspectives théoriques (I)”, Chemins Publics, 5 mai 2021.
5. “L’espace publicitaire, espace commun”, Chemins Publics, 14 avril 2021.
6. Avec Paul Lignières, “Droit de la concurrence : ouvrir le débat!”, Chemins Publics, 18 mars 2021.
7. “Le droit privé est-il l’avenir de l’action publique?”, Chemins Publics, 6 février 2021.
8. Trois tribunes sur la proposition de loi Sécurité Globale avec Aurélien Antoine et Olivier Cahn à paraître : “Proposition de loi sécurité globale : une dangereuse politisation de la police” ; Pantouflage et privatisation : l’exemple édifiant de la proposition de loi “Sécurité globale” ; “Sécurité globale : une privatisation larvée incompatible avec notre pacte républicain”.
9. Entretien sur “La privatisation d’Aéroport de Paris”, La revue du Master de Droit public approfondi, n° 7, p. 11.
10. “Academic Freedom, the Republic and “Islamism-Leftism””, VerfBlog, 6 novembre 2020.
11. Avec Pierre Bourdon, Lucie Cluzel et Olivier Renaudie, “L’open data ou comment accomplir (enfin !) la promesse de publicité de la justice”, Blog Dalloz, 12 Octobre 2020.
12. “Ordonnances : La France fait le choix de la sécurité juridique au détriment de la légitimité”, *Le Monde*, 25 juin 2020.
13. “Service public et communs : entre nationalisation et privatisation”, *AOC*, 24 juin 2020.
14. “L’épidémie, l’économie et la religion (À propos de la décision du Conseil d’État sur l’interdiction des célébrations religieuses en période d’épidémie)”, *Le Club des Juristes*, 3 juin 2020.
15. Avec Bruno Deffains, Crise du coronavirus : « L’arbitrage entre les bénéfices et les coûts semble avoir été omis ou n’a pas été rendu public », *Le Monde*, 15 mai 2020.
16. Avec Emma Guernaoui, “France’s Health Crisis is a Democracy Crisis, Too”, *The Regulatory Review*, 21 avril 2020.
17. “Privately-Owned Public Spaces: A Comparative Study of the Legal Responses to Their Development and A Proposal for Reform”, *Oxford Property Law Blog*, 22 mars 2020.

18. Avec Aurélien Antoine, “Un New Deal pour l’Université ? Le point de vue de deux juristes à propos des projets de réforme actuels”, *Recueil Dalloz*, 2020, pp. 290-291.
19. “Une cassation participative est-elle possible ?”, *Blog Dalloz*, 6 janvier 2020.
20. « Le pluralisme de la recherche et l’accès à l’enseignement supérieur », *AOC*, 25 juin 2019.
21. Avec Bruno Deffains, « La privatisation d’ADP introduit un nouvel acteur qui sera opposé à toute évolution des politiques environnementales », *Le Monde*, 26 février 2019.
22. Avec Agnès Tricoire, « Le corps des Femem peut-il être politique », *Libération*, 19 février 2019.
23. Avec Bruno Deffains, « La privatisation d’Aéroport de Paris et l’alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 : Aéroport de Paris est un monopole de fait ! », *Blog Jus Politicum*, 29 janvier 2019.
24. « Liberté d’entreprendre, lobbying et démocratie », *Blog Jus Politicum*, 25 octobre 2018.
25. « La privatisation des fonctions étatiques est-elle un coup d’État constitutionnel ? », *Blog Jus Politicum*, 4 octobre 2018.
26. « Face aux privatisations, retrouver l’esprit de l’alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 », *Blog Jus Politicum*, 10 juillet 2018.
27. « La fermeture globale de la justice », *Blog Jus Politicum*, 28 juin 2018.
28. « Les collectivités territoriales devraient-elles être responsables devant le Parlement ? Sur une anomalie de notre Constitution », *Blog Jus Politicum*, 27 avril 2018.
29. « Constitution et évaluation. Faut-il constitutionnaliser l’évaluation ou faut-il changer notre gouvernement ? », *Blog Jus Politicum*, 29 mars 2018.
30. « L’encadrement des conflits d’intérêts dans l’Administration : de l’urgence à sortir d’une vision uniquement punitive », *Blog Jus Politicum*, 29 novembre 2017.
31. « Il faut appliquer à l’administration les recettes de transparence du travail parlementaire », *Acteurs publics*, 29 août 2017 (Entretien avec S. Corda).
32. « L’état d’urgence : pour un tournant empirique du contentieux constitutionnel », *Blog Jus Politicum*, 31 juillet 2017.
33. « La moralisation de la vie démocratique : on est loin du compte ! », *Blog Jus Politicum*, 17 juillet 2017.
34. « Le Conseil constitutionnel et les portes étroites », *Blog Jus Politicum*, 16 mars 2017.

35. « Un choix de société du Conseil constitutionnel : la liberté contractuelle contre la solidarité », *Blog Jus Politicum*, 20 février 2017.
36. « Le Conseil constitutionnel contre la transparence fiscale », *Blog Jus Politicum*, 3 janvier 2017.
37. Avec Nicolas Treich, « Notre-Dame-des-Landes : les limites du référendum », *La Tribune*, 23/03/2016.
38. « Le Conseil constitutionnel contre la transparence », *Blog Jus Politicum*, 16 décembre 2016.
39. « Pour la publication des « portes étroites » devant le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État », *La reprise*, 12 novembre 2015.
- **Notes de jurisprudence parues dans des revues :**
1. “Retour sur la décision du Conseil constitutionnel relative à la loi sur le devoir de vigilance”, *Entreprises et Communs*, Entretiens approfondis menés sur le devoir de vigilance des multinationales, *Entreprendre en commun*, Working Paper 36, Juin 2020 ; *Revue des droits de l'Homme*, janvier 2021.
  2. “La Constitution “Total””, *Recueil Dalloz*, n° 24, juil. 2020, pp. 1390-1394.
  3. Direction de la Chronique de l'Atelier JurisData des Agences, *Droit administratif*, 2014, n° 5, pp. 29-35 ; 2015, n° 1, pp. 15-27 ; 2015, n° 12, pp. 25-31 ; 2017, n° 6, pp. 29-36.
  4. « Le recours pour excès de pouvoir contre les actes de soft law des autorités de régulation », *JCP G Semaine Juridique (édition générale)*, 2016, n° 22, pp. 1073-1076.
  5. « Notion d'intermédiaire en biens divers : le Conseil d'État valide la politique répressive du régulateur », *Bulletin Joly Bourse et produits financiers*, 2016, n° 10, pp. 403-409.
  6. « Le contrôle par l'ACPR des obligations de connaissance du client qui s'applique aux crédits acheteurs consentis par les banques implantées en France », *Bulletin Joly Bourse et produits financiers*, 2016, n° 12, pp. 504-508.
  7. « Le recours en rectification d'erreur matérielle ne peut servir à contrôler à nouveau les appréciations juridiques du Conseil d'État », *Bulletin Joly Bourse et produits financiers*, 2017, n° 1, pp. 14-15.

8. « Le statut général des autorités indépendantes », JCP G Semaine Juridique (édition générale), 2017, n° 6, pp. 244-245.
9. Avec J.-B. Auby, P. Idoux, P. Lignières, « Régulation, élaboration des normes et délivrance des autorisations », JCP E Semaine Juridique (édition entreprise), 2015, n°43-44, pp. 22-24.
10. Avec J.-B. Auby, P. Idoux, P. Lignières, « L'élaboration des décisions répressives et "contentieuses" des régulateurs », JCP E Semaine Juridique (édition entreprise), 2015, n° 48, pp. 38-40.
11. Note sous les décisions n° 2014-453/454 QPC et 2015-462 QPC du 18 mars 2015, M. John L. et autres [Cumul des poursuites pour délit d'initié et des poursuites pour manquement d'initié], Droit administratif, Juin 2015, n° 6.
12. « Propriété publique des vestiges archéologiques et Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme », note sous C.E., 24 avril 2012, ministre de la Culture et de la Communication, Droit administratif 2012, n° 8-9, p. 32, n° 73.
13. « Le gestionnaire du domaine public peut-il fixer le montant de la redevance d'occupation ? », note sous C.E., 1er février 2012, Société RTE EDF Transport, AJDA 2012, p. 1680.

# COMMUNICATIONS À L'OCCASION DE COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE

---

1. Conclusions, « Les communs transnationaux. La question de l'eau », Université Panthéon-Assas, le 20 janvier 2022.
2. Organisation et animation du séminaire sur la réforme de l'eau au Chili, dans le cadre du séminaire Law & Economics of Nature (ENS, Université Panthéon-Assas), 9 décembre 2021.
3. Organisation, « Le Conseil d'État et le climat », Université Panthéon-Assas, 9 décembre 2021.
4. Présidence d'une table-ronde, « Climate Change Cases before National and International Courts », Université Panthéon-Sorbonne, Paris, le 27 novembre 2021.
5. Débat autour du livre de Susan Rose-Ackerman (Democracy and Executive Power. Policymaking Accountability in the US, the UK, Germany, and France, Clubhouse, 20 octobre 2021.
6. Présidence d'une table-ronde, « Les transformations de l'Etat », Colloque annuel du CERSA, Université Panthéon-Assas, le 17 septembre 2021.
7. Participation au « Congreso Internacional de derecho administrativo », Lima (Pérou), 14-15-16 juillet 2021.
8. Participation au colloque « Les 20 ans de la loi du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives », Colloque à l'université de Clermont-Ferrand, 30 juin 2021.
9. Organisation et participation au colloque « Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence », Université Panthéon-Assas, 10 juin 2021.
10. Participation au colloque « La politisation de la police et le pantouflage », Colloque La sécurité globale, 26 mars 2021 dirigé par Raphaël Maurel, Université de Bourgogne.
11. Présidence d'une table-ronde, « La transformation numérique du service public : Une nouvelle crise ? », Université Paris-Nanterre, 14 janvier 2021.



12. “Le tournant néolibéral du droit administratif français”, Actualité du droit administratif français, conférence organisée par Flavio Quezada à Valparaiso au Chili en visioconférence (17 décembre 2020).
13. “Service public et communs”, séminaire organisé par La coopérative des communs (15 décembre 2020).
14. “Pour une constitution anti-oligarchique”, colloque “Entreprise et commun” organisé par Aurore Chaigneau à l’Université Paris Nanterre (30 janvier 2020).
15. “Droit de la concurrence et politiques industrielles en Europe”, conférence de presse organisée par la Fondation Robert Schuman (21 janvier 2020).
16. “Land Law and Public Space”, conférence prononcée au colloque “Public and Private Land Law - Access and Use” par l’ONG Edge- Future Cities session (24 novembre 2020).
17. “La liberté d’expression des magistrats”, journée d’études organisée par Charles Girard (ANR EGALIBEX) à l’Université Lyon III (28 novembre 2019).
18. “La codification de la procédure administrative en France”. Communication lors du colloque “La codification de la procédure administrative en Europe”, organisé par Marc Blanquet à l’Université Toulouse-Capitole (20 et 21 juin 2019).
19. “Quel régime de publicité pour le contentieux administratif?”. Communication lors du colloque “La communication des décisions du juge administratif”, organisé par Pierre Bourdon à l’Université du Mans (12 avril 2019).
20. « La construction de l’interdiction juridictionnelle de la GPA dans les années quatre-vingt », communication au colloque Penser la GPA organisé avec Daniel Borrillo à l’Université Panthéon-Assas (25 octobre 2018).
21. Conclusions du colloque “La concurrence des normativités” organisé avec Malik Bozzo-Rey, Anne Brunon-Ernst et Arnaud van Waeyenberge à l’Université Panthéon-Assas (14-15 juin 2018).
22. Conclusions du colloque “L’avenir de la répression extra-pénale” organisé à l’Université Panthéon-Sorbonne avec Maryse Deguegue et Catherine Teitgen-Colly (15 juin 2017).
23. Conclusions du colloque “L’avenir de l’Union économique et monétaire”, organisé avec Grégory Kalfèche et Matthias Ruffert à l’Université Panthéon-Assas (30 mars et 1er avril 2017).

24. Communications sur la partie droit administratif français dans le cadre des séminaires de préparation de l'ouvrage *Ius Commune Casebook on Judicial Review of Administrative Action (France, United Kingdom, Dutchland, Germany)* de 2016 à 2018.
25. « Droit comparé et droit administratif européen », communication au colloque d'Isabelle Boucobza, Le droit comparé : de la périphérie au centre (29 et 30 septembre 2016).
26. "Introduction" et "conclusion" du colloque "La liberté de manifestation dans l'espace public", co-organisé avec Aurélie Duffy-Meunier à l'Université Aix Marseille (18 et 19 mars 2016).
27. « La CEDH comme facteur de divergence entre les systèmes juridiques : l'exemple de la régulation », communication au colloque organisé par Karine Adberamane, Harmonisation et Union européenne (28 janvier 2016).
28. « Humour et droit aux États-Unis », communication présentée au colloque organisé par Sébastien Saunier et Serge Regourd, « Rire, Droit et Société » (du jeudi 3 décembre 2015 au vendredi 4 décembre 2015).
29. « La neutralité procédurale du Conseil constitutionnel », communication au colloque de François Brunet, La neutralité, à Tours, le 3 décembre 2015.
30. « L'évaluation en droit comparé : les études d'impact aux États-Unis », communication lors du colloque "L'évaluation en droit public", organisé par Delphine Dero-Bugny et Aurore Laget-Annamayer (16 mai 2014).
31. « Régulation et Judicial Review », communication au colloque organisé par Aurélien Antoine « Droit public britannique : état des lieux & perspectives » (novembre 2014).
32. "Introduction" des séminaires de la Chaire MADP dans le cadre de la recherche sur la codification de la procédure administrative en droit comparé (6 séminaires).
33. « Standardisation internationale privée et Global Administrative Law », communication présentée à Poitiers dans le cadre du colloque organisé par Régis Bismuth sur "La standardisation internationale privée" (Vendredi 23 mai 2013).
34. « Les relations entre les autorités de concurrence et de régulation au Royaume-Uni et aux États-Unis », communication présentée pour la 5e édition des Journées Européennes de la Régulation dont le thème était « L'interrégulation », les 31 janvier et 1er février 2013 à Strasbourg.

35. « Droits des administrés internautes et téléservices publics », communication au colloque « Les téléservices et la modernisation des relations administratives », 15 et 16 novembre 2012 organisé par le CERSA-CNRS et l'Université Panthéon-Assas (Paris 2).
36. « L'indépendance des autorités de régulation au Royaume-Uni », communication présentée lors de la 4e Journée européenne de la Régulation dont le thème était « L'indépendance des autorités de régulation », les 2 et 3 février 2012 à Strasbourg.
37. Introduction des séminaires pour la préparation de l'ouvrage intitulé « Regulatory Impact Assessment », paru en 2013 chez Global Law Press (4 séminaires).
38. Introduction des séminaires pour la préparation de l'ouvrage intitulé « Corruption and Conflicts of Interests », paru en 2014 chez Edward Elgar (4 séminaires).
39. « Approche comparée du pilotage public de l'économie », communication présentée lors du séminaire organisé par Jean-Bernard Auby et Pascale Idoux pour le lancement du projet de recherche « Le gouvernement économique européen », 18 octobre 2012.
40. « Local Governments and the Provision of Public Service in France and the United Kingdom », Contribution présentée à la conférence « The Hungarian local government system » organisée par l'Institute for Legal Studies of the Hungarian Academy of Sciences et la Friedrich Ebert Foundation le 26 juin 2012.
41. « L'indépendance des autorités de régulation au Royaume-Uni », communication présentée pour la 4e édition des Journées Européennes de la Régulation dont le thème « L'indépendance des autorités de régulation économique et financière : une approche comparée », les 2 et 3 février 2012 à Strasbourg.
42. « Empirisme et conceptualisme dans la pensée d'André de Laubadère », communication présentée lors du Printemps de la jeune recherche juridique au colloque annuel de l'Association française pour la recherche en Droit administratif, 2010.
43. « Le contrôle de constitutionnalité à l'épreuve des engagements internationaux », VIIe Congrès français de droit constitutionnel (Atelier 1 Constitution et Europe), 50e anniversaire de la Constitution de 1958, 25 septembre 2008.
44. « The Impact of Article 6 (1) ECHR on Competition Law Enforcement: a Comparison Between France and the United Kingdom », Annual Conference of the Interdisciplinary Centre for Competition Law and Policy (ICC), Queen Mary University of London.



# DIRECTION DE THÈSES

---

## **Thèses soutenues :**

Pauline TROUILLARD, “Le service public audiovisuel dans les États membres de l’Union européenne. Étude comparée France, Italie, Royaume-Uni”. Thèse soutenue le 25 juin 2019. La candidate a été engagée en contrat postdoctoral à l’Institut universitaire européen. Elle est à présent chercheuse à l’Information Society Project de l’Université de Yale.

Vitor MONTEIRO, “Innovation et droit public en France et au Brésil” (en cotutelle avec Fernando MENEZES de l’Université de São Paolo). La thèse est financée par l’Université de Sao Paolo. Elle a été soutenue le 7 décembre 2021.

## **Thèses en cours de direction :**

Mathieu BAUCHARD, “Le fédéralisme financier. L’enjeu fédéral de la dette en Europe et aux Etats-Unis” (depuis septembre 2020). Thèse en contrat doctoral avec l’Université Panthéon-Assas.

Gabriel BEHAGHEL, “L’analyse économique du droit de la responsabilité administrative” (depuis le septembre 2020 ; en codirection avec Bruno DEFFAINS).

Matthias COLLOMB, La légitimité de l’exécutif sous la Ve République. Recherches sur les évolutions d’un concept dans les discours juridiques contemporains (depuis septembre 2020 ; en codirection avec Manon ALTWEGG-BOUSSAC à l’Université Paris-Est Créteil). La thèse est préparée dans le cadre d’un contrat doctoral de l’Université Paris-Est Créteil.

Emma GUERNAOUI, “La dénonciation en droit public” (depuis septembre 2020 ; en codirection avec Pascale IDOUX à l’Université de Montpellier). La thèse est préparée dans le cadre d’un contrat doctoral de l’Ecole normale supérieure.

Isaure LANGLOIS D'ESTAINOT, “Sociopolitical demands on antitrust. - A comparative study” (depuis septembre 2020, en codirection avec Nicolas PETIT de l’Institut Universitaire européen). La thèse est financée par l’Institut Universitaire Européen.

Carolina THEODORO MOTA MOURÃO, La construction du droit administratif brésilien par les juristes: disputes symboliques et différentes conceptions de l’État dans une approche historique-sociologique (depuis octobre 2020). Il s’agit d’une thèse en cotutelle avec l’Université de São Paulo.

Arlet Badji MANSILLA, “Le traitement juridictionnel de la discrimination raciale : étude de droit comparé France, Espagne et Royaume-Uni” (depuis septembre 2020). La thèse n’est pas financée. L’étudiante travaille à côté.

Artem SOLOSHCHENKOV, “La protection juridique des entreprises stratégiques” (depuis septembre 2011 ; en codirection avec Martine LOMBARD). Le doctorant a bénéficié d’un contrat doctoral puis d’un contrat d’ATER.

Antoine GUÉRET, “Contribution à la réflexion sur l’appropriation de la notion de frontière par le droit administratif : l’exemple des structures de coopération transfrontalière franco-allemandes” (depuis septembre 2019).

Petros-Orestis KATSOULAS, “L’utilisation du droit comparé par le juge européen et américain” (depuis septembre 2019).

Eirini MENTE, “La famille et les choix éducatifs en droit comparé” (depuis septembre 2019 ; en codirection avec Céline ROYNIER à l’Université de Cergy-Pontoise).

Mohamed AHMED, “Les restrictions imposées sur le pouvoir du constituant à propos des droits de l’homme et des libertés fondamentales” (depuis septembre 2018).

Marie CIROTTEAU, “Droit administratif et personnes privées” (depuis septembre 2017). La doctorante a bénéficié d’un contrat doctoral. Elle est maintenant ATER à l’Université Panthéon-Assas.

Rocio DEL PILAR TRUJILLO SOSA, “La gestion commune du milieu naturel en droit comparé : contribution à l’étude du concept juridique des communs” (depuis septembre 2017 ; en co-direction avec Gilles MARTIN).

Estelle CHAMBAS, “L’acte administratif transnational” (depuis septembre 2017). La thèse a bénéficié d’un contrat doctoral. La doctorante est maintenant ATER à l’Université Panthéon-Assas.

Léon ACEVES-DIAZ-DE-LEON, “Le droit à une bonne administration dans la Constitution politique de la Ville de Mexico et la professionnalisation de la fonction publique comme l’une des conditions pour garantir ce droit” (depuis septembre 2017). Le doctorant est haut fonctionnaire au Mexique. Il a rédigé les trois-quart de son travail.

Médard KONDOLO, “L’accès à la justice en République démocratique du Congo” (depuis septembre 2015). La thèse n’est pas financée. Elle est rédigée mais elle demande encore du travail.